

Recherches sociographiques



Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire populaire du Québec. Tome 3 : de 1841 à 1896*, Québec, Septentrion, 2020 [1996], 723 p.

Carolyne Ménard

Volume 61, numéro 2-3, mai-décembre 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1077925ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1077925ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ménard, C. (2020). Compte rendu de [Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire populaire du Québec. Tome 3 : de 1841 à 1896*, Québec, Septentrion, 2020 [1996], 723 p.] *Recherches sociographiques*, 61(2-3), 560–562. <https://doi.org/10.7202/1077925ar>

s'intéressent aux discours marquants des années 1960 portant sur la dualité. À ce propos, mentionnons que la réflexion collective sur le bilinguisme et le binationalisme entamée par la commission Laurendeau-Dunton a été vite écartée au profit de débats sur le nationalisme québécois et le multiculturalisme canadien, bien que des figures comme Jean-Charles Bonenfant et John Robarts lui aient accordé une place particulière au sein de leurs propres travaux.

Dans la quatrième partie, Joël Belliveau, Serge Dupuis et Claude Couture discutent de l'utilisation du bagage symbolique et politique de la dualité par les Acadiens, les Franco-Ontariens, les Franco-Albertains et les Franco-Saskatchewanais cherchant à défendre le bilinguisme hors Québec. Cela a fait avancer la cause du bilinguisme mais parfois fragilisé la présence du français au Canada, notamment après le jugement de la Cour suprême dans l'Affaire Caron-Boutet. Dans la dernière partie, Rémi Léger, Martin Normand, Félix Mathieu et Dave Guénette signent des textes portant sur la réactualisation de la thèse du dualisme comme piste de solution aux défis du vivre-ensemble au Canada. Si la dualité en tant qu'horizon de représentation des Canadiens a souvent été discréditée par le passé, elle pourrait servir de point de départ à l'élaboration d'un nouveau projet politico-constitutionnel bénéfique aux communautés francophones canadiennes.

En définitive, soulignons que l'apport scientifique de *La Confédération et la dualité canadienne* est double. D'abord, cet ouvrage propose une importante clarification conceptuelle et théorique sur la notion de dualité et ses déclinaisons – nationale, linguistique et religieuse. Ensuite, il présente un regard historiographique très novateur sur les moments intellectuels et institutionnels les plus notoires de l'histoire de la dualité linguistique canadienne. Penser la dualité en termes sociolinguistiques est aussi une manière originale d'enrichir la réflexion académique au sujet du Canada et de sa réalité multinationale. L'ouvrage dirigé par Valérie Lapointe-Gagnon et ses collègues s'ajoute ainsi avec brio au répertoire des contributions incontournables en histoire et sociologie politiques traitant de la dualité canadienne.

Gustavo Gabriel SANTA FÉ

Université du Québec à Montréal
santafe.gustavo_gabriel@courrier.uqam.ca

Jacques LACOURSIÈRE, *Histoire populaire du Québec. Tome 3 : de 1841 à 1896*, Québec, Septentrion, 2020 [1996], 723 p.

Jacques Lacoursière est reconnu comme un vulgarisateur hors pair de l'histoire québécoise. L'une des sommités de la discipline, il a notamment produit la monumentale *Histoire populaire du Québec*, dont le tome 3 – couvrant les années 1841 à 1896 –, publié originellement en 1996 aux éditions du Septentrion, vient d'être réimprimé. Dans cet ouvrage de plus de 700 pages divisé en 30 chapitres, Lacoursière restitue d'abord le contexte politique au lendemain de l'Acte d'Union de 1840, alors que le Bas-Canada et le Haut-Canada doivent apprendre à cohabiter. Du compromis Baldwin-Lafontaine à l'élaboration de la Confédération canadienne, l'historien

passé en revue les structures politiques du pays en devenir et l'instauration de la responsabilité ministérielle, sans oublier les scandales de l'époque. Est ensuite abordée l'annexion de l'Ouest canadien, laquelle débouchera sur les soulèvements des Métis et la pendaison de Louis Riel en 1885, dont les répercussions se feront sentir longtemps après cette exécution. Le tome se termine avec l'élection de Wilfrid Laurier en 1896, événement symbolique qui laisse planer l'espoir d'une ère nouvelle pour le Canada.

Le lecteur se demandera par moments si cette « histoire populaire du Québec » de Lacoursière ne devrait pas plutôt s'intituler « histoire parlementaire du Québec ». En effet, à l'exception de quelques chapitres portant sur le développement de l'industrie ferroviaire, le récit de l'historien se déroule essentiellement dans les parlements. À cet égard, le souci du détail chez Lacoursière est impressionnant. Celui-ci décrit l'évolution de plusieurs événements de jour en jour, énumérant motions, votes et discours en Chambre. L'incendie du parlement en 1849, par exemple, est minutieusement raconté, d'heure en heure, ce qui donne au lecteur l'impression d'y assister. En outre, l'ampleur de la recherche et le dépouillement des sources sont remarquables; Lacoursière appuie son exposé sur une énorme quantité d'articles de journaux et de comptes rendus des débats des Chambres d'assemblée. Les nombreuses citations qui parsèment l'ouvrage démontrent sa volonté de mettre en valeur les sources, voire de s'effacer pour leur laisser toute la place. Fidèle à ses visées vulgarisatrices, Lacoursière réussit un tour de force en organisant cet énorme corpus de manière intelligible.

Quelques bémols doivent cependant être apportés. À l'exception de passages abordant la question du droit de vote, les femmes sont quasiment absentes de ce volumineux ouvrage, qui donne la parole essentiellement aux hommes politiques. Certains pourraient répliquer que cet état de fait reflète leur absence dans les sources. Or, dans *Repenser la nation*², Denyse Baillargeon a démenti cette hypothèse en montrant que les mouvements pour le suffrage féminin étaient bien organisés dès le 19^e siècle, et que le vote des femmes faisait déjà réagir l'opinion publique à l'époque (p. 80). À l'instar des femmes, les autochtones représentent une part négligeable du récit « populaire » de Lacoursière. Certes, les soulèvements des Métis dans les années 1870–1880 sont abordés. Mais les projecteurs sont braqués principalement sur Louis Riel, tandis que ces événements sont analysés sous l'angle de la rivalité entre francophones catholiques et anglophones protestants. Par ailleurs, Lacoursière ne traite nullement des politiques discriminatoires des différents gouvernements à l'égard des Premières Nations mises en œuvre durant la période couverte par le tome.

D'aucuns affirmeront qu'il est impossible de tout raconter dans un ouvrage de vulgarisation historique dédié au grand public. Dans une chronique parue en août 2020 dans *Le Devoir*, Louis Cornélien a défendu Lacoursière et rabroué ses détracteurs en soulignant qu'« écrire, c'est toujours choisir ». Cette affirmation n'est

2. Denyse BAILLARGEON, *Repenser la nation : histoire du suffrage féminin au Québec*, Montréal, Remue-Ménage, 2019.

certainement pas erronée, mais l'attention portée par Lacoursière sur les événements politiques et parlementaires paraît disproportionnée par rapport à la place plus que modeste accordée aux femmes et aux autochtones. Dans un ouvrage de plus de 700 pages, le souci du détail de l'historien aurait pu profiter à d'autres groupes sociaux. Or, ce tome ayant été publié d'abord en 1996, le choix de mettre l'accent sur les rivalités politiques entre francophones et anglophones s'inscrit dans un contexte post-référendaire. La préface originale du volume révèle d'ailleurs cette influence indirecte : « On ne peut comprendre la crise actuelle que traversent le Canada et le Québec, sans remonter à cette période déterminante de notre histoire. Tout s'est joué entre l'Union de 1840 et l'arrivée au pouvoir de Sir Wilfrid Laurier en 1896 » (p. 8). Une nouvelle préface aurait certainement permis de bien contextualiser la production de ce volume. Même s'il s'agit ici d'une réimpression – et non d'une réédition – le livre, paru il y a déjà un quart de siècle, détonne ainsi dans l'historiographie actuelle, notamment en corroborant l'effacement de l'expérience vécue par les femmes et les autochtones au 19^e siècle.

Carolyne MÉNARD

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec
carolyne.menard@assnat.qc.ca

Katharine LAROSE-HÉBERT, *Le silence sur nos maux. Transformation identitaire et psychiatisation*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2020, 273 p.

En 1961, il y a exactement 60 ans, paraissaient deux ouvrages qui allaient profondément influencer les réflexions académiques autour de l'univers de la maladie mentale : *L'histoire de la folie à l'âge classique* de M. Foucault et *Asylums* d'E. Goffman (le monde francophone devra attendre 1968 avant de mettre la main sur *Asiles*, aux Éditions de Minuit, dans la collection dirigée par P. Bourdieu). Ces ouvrages sont devenus deux incontournables d'un discours critique sur la folie, plus exactement critique de la prise en charge de la folie et de ce qu'elle recèle d'arbitraire en termes de production de savoir, de relation de pouvoir et d'enfermement. Ces débats débordent l'enceinte de l'université dans un contexte historique où s'affirme un discours antipsychiatrique et s'amorce, dès les années 1960 au Québec, la désinstitutionnalisation des personnes psychiatisées. Ces deux ouvrages sont à ce point canoniques que d'aucuns pourraient se demander si la référence aux concepts qui les ont rendus célèbres est encore féconde d'un point de vue heuristique. La référence est-elle surfaite, sorte de rituel cliché pourtant mal adapté à l'étude de la prise en charge contemporaine de la vulnérabilité?

L'ouvrage de Katharine Larose-Hébert montre qu'il n'en est rien. À partir d'un cadre conceptuel « goffmanien et foucauldien », la doctorante en travail social (maintenant professeure à l'Université Laval) propose une ethnographie saisissante de l'offre de services en santé mentale au Québec. Il s'agit d'une étude de cas au sens où la recherche se concentre sur la région de l'Outaouais. Mais comme toute bonne étude de cas, la pertinence des analyses déborde la région à l'étude. La plupart des régions du Québec proposent d'ailleurs une gamme de services communautaires similaire à